

29 Sept 51

Les préoccupations électorales ont été pour beaucoup dans la confusion et l'impuissance de la conférence d'Ottawa. Pour que les démocraties soient efficaces devant un danger extérieur, il faudrait que les autorités qui ont la charge d'y faire face soient à l'abri des vicissitudes politiques. Tout au long de ce demi siècle cette même critique est revenue d'actualité. On n'a pas encore trouvé le remède.

L'annonce pourtant attendue d'élections anglaises au 25 octobre a permis de renvoyer la conférence qui devait siéger à Rome et de déléguer à des commissions les problèmes en suspens à Ottawa.

Les embarras de Moscou.

Il est vrai qu'en regard la diplomatie soviétique n'est pas mieux assurée. Depuis plusieurs mois, les zig-zags du Kremlin nous déconcertent. Les dictatures nous avaient habitués à des plans précis, à des résolutions éclairées. Moscou ne sait que faire et se contredit : Il demande la Conférence du Palais Rose et la fait échouer ; Il demande l'armistice en Corée, fait rompre les pourparlers, les reprend. Il envoie Gromyko et 36 délégués à San Francisco en grand tapage, avec l'intention d'occuper la scène pendant deux mois. A peine a-t-on entendu un discours anodin et la délégation repart au bout de huit jours sans souffler mot.

D'autres signes encore montrent une hésitation inhabituelle. Le Kremlin promet à l'Égypte son appui dans l'affaire de Suez, se retire sans s'expliquer et menace aujourd'hui l'Égypte au cas où elle se joindrait au bloc atlantique. Dans la question allemande Moscou qui veut se concilier l'opinion en réparant d'unité continue à brimer Berlin.

Cet automne se place sous le signe de l'incohérence, ce qui est plutôt rassurant. Cela veut dire qu'à l'Ouest, l'on n'a plus le sentiment du péril éminent et qu'à l'Est on ne sait plus que faire pour reprendre l'initiative diplomatique.

Les entretiens d'Ernich.

C'est le problème allemand qui est le plus actuel, celui qui évolue. L'enjeu est d'importance. Il s'agit pour les États-Unis de souder l'Allemagne de l'Ouest au bloc atlantique avant que les Russes n'aient pu offrir aux Allemands un moyen de différer leur décision. Manœuvres et contre-propositions se succèdent.

C'est à Ernich et non à Petersberg que se sont ouverts les pourparlers entre le chancelier Adenauer et les Alliés. A Pétersberg, c'était l'Allemagne vaincue qui recevait des ordres, à Ernich ce sont quatre puissances qui discutent. L'égalité des droits entre les interlocuteurs est pratiquement

reconnue dans la « convention de Paix ». Les seuls droits qui retiennent les anciens occupants devenus « contingent de défense commune » ce sont justement ceux qui garantissent l'entretien des troupes étrangères en Allemagne, la question de Berlin, celle de l'éventuelle unification de l'Allemagne, problèmes communs à la République de Bonn et aux trois puissances.

En principe, ce sera l'affaire de quelques semaines que le statut d'occupation soit aboli et supprimée la haute commission alliée, ratifié le plan Schuman et accepté la contribution de l'Allemagne à l'armée Européenne. Moscou a donc à faire vite s'il veut tout remettre en question.

Impuissance soviétique.

Mais le peut-il ? Nous ne le pensons pas. La proposition Grotewohl d'élections libres et secrètes dans toute l'Allemagne sera certainement acceptée par Bonn et les Alliés à condition que ce scrutin soit contrôlé par une commission internationale. En fait cela équivaut pour la Russie à la levée du rideau de fer.

Nous avons montré dès que la proposition fut connue, l'énorme risque que prendraient les Soviets. Il n'est pas possible qu'ils le prennent et c'est là qu'est le drame. Ce serait la première brèche par où tout le système soviétique serait submergé. Moscou va se contenter de manœuvres, de promesses vagues, de propagande, mais mis au pied du mur ne pourra aller jusqu'au bout. Les Alliés triompheront alors facilement et la diplomatie soviétique en sera un peu plus discréditée. Les Russes coincés par la résolution américaine et l'accord Adenauer-Schuman ont bien essayé d'ébranler la France en rappelant le traité d'alliance de 1945. Il leur reste la chance de faire appel au nationalisme Français dans le cas d'un retour au pouvoir du Général de Gaulle. Mais d'ici là, les jeux seront faits.

Les questions financières à Ottawa.

Il n'est pas facile de juger des résultats de la conférence d'Ottawa. Quand il s'agit d'argent, les partenaires sont moins libres, car il n'y a pas de compromis possible entre une caisse vide et une caisse pleine qui refuse de se déverser. Malgré les appels d'Eisenhower, le Congrès américain, à un an des élections se sent responsable devant le contribuable, le ministre des finances soigne sa popularité en refusant toute facilité. Par ailleurs, on a assisté à Ottawa, où les petites puissances étaient présentes, à un bloc de celles-ci contre les Trois Grands. Elles ne veulent pas, sous prétexte d'être protégées, être entraînées dans des conflits où leurs

intérêts ne sont pas en jeu. Elles veulent une faveur égale dans les subventions américaines pour l'armement. Devant ces difficultés, ils étaient urgents d'attendre l'issue des élections britanniques.

Signalons cependant le succès retentissant de la mission du général de Lattre de Tassigny à Washington. Le général était chargé par Paris d'une véritable mission diplomatique. Les États-Unis avaient mis en œuvre toutes les ressources de la publicité pour lancer le grand soldat dans l'opinion. Ah si l'on pouvait dans les deux capitales substituer l'éclat d'un général à l'ombre menaçante de l'autre ! Malheureusement le prestige de la gloire militaire a beaucoup faibli en Europe et même en Amérique. Le général de Lattre a cependant, en plus du succès, obtenu le maximum de promesses. L'Indochine sera défendue par des fournitures américaines et en cas d'attaque chinoise par des soldats américains. Ho Chi Ming peut nuire ; il ne peut plus vaincre. Reste à savoir comment répartir la facture qui est très lourde.

L'affaire des pétroles persans.

Les héritiers de M. Attlee et Morrison auront une liquidation difficile. Voici que l'affaire des pétroles persans, pièce aux actes multiples, passe par une crise aiguë. Les techniciens anglais d'Abadan vont être expulsés par Mossadegh. Celui-ci se hâte vers l'irréparable avant d'être renversé. Si les choses vont se précipitant avant les élections en Perse prévues pour la fin novembre, il se pourrait bien qu'une sorte de révolution éclate et que l'anarchie commence. Il n'y a qu'une alternative : ou l'accord avec les Anglais, ou le désordre ; on commencera par le désordre.

Venant en plein feu électoral, ce nouvel épisode de la guerre du pétrole ne pourra être affronté sans risque par Attlee, à moins qu'il n'obtienne l'appui des conservateurs et ne fasse par avance l'union nationale. L'intérêt du pays passera-t-il avant les préoccupations électorales ? L'enjeu de ce vote est tel qu'on en peut douter. Les conservateurs seront tentés de mettre à profit les embarras de Morrison pour triompher du dernier gouvernement socialiste dans les grands pays du monde.